



PRÉFECTURE DE LA MARNE

**Direction des actions
Interministérielles**

*Bureau de l'environnement
et de l'aménagement du territoire*

3D.3B/CC

ARRETE COMPLEMENTAIRE
Société JEAN ET CHAUMONT à TINQUEUX

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne
Chevalier de la Légion d'Honneur**

**INSTALLATION CLASSEE :
N° 2003.APC.130.IC**

Vu :

- Le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18,
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire ministérielle du 10 janvier 2000 relative aux installations classées, industrie du traitement de surface (rubrique 2565),
- l'arrêté préfectoral n° 95.A.03.IC en date du 12 janvier 1995 autorisant la société JEAN ET CHAUMONT à TINQUEUX à exploiter une unité de traitement de surface,
- le rapport de l'inspecteur des installations classées du 23 septembre 2003, rendant compte de l'inspection du 17 juin 2003 ci-joint,
- l'avis favorable émis par les membres du conseil départemental d'hygiène le 9 octobre 2003,

Considérant que :

- la circulaire du 10 janvier 2000 prévoit la réalisation d'une étude technico-économique visant la réduction des rejets liquides (zéro rejet),
- le dossier de demande d'autorisation d'exploiter doit être complété, notamment l'étude d'impact,
- les mesures de rejets à l'atmosphère réalisées en octobre 2001, montrent des résultats nécessitant une périodicité rapprochées d'analyses,
- aucun élément dans l'étude d'impact présentée ne permet de valider ou d'infirmer ces résultats,

Le demandeur entendu,

Sur proposition de madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

Arrête :

article 1 - Etude zéro rejet

La société JEAN ET CHAUMONT, sise 20 rue Joseph Cugnot à TINQUEUX, doit réaliser, sous un délai de quatre mois, une étude technico-économique d'optimisation du traitement de surface visant zéro rejet liquide, conformément aux dispositions de la circulaire du 10 janvier 2000 susvisée. Cette étude doit être réalisée pour l'ensemble des lignes, quels que soient les polluants.

A réception de cette étude, l'exploitant en transmettra un exemplaire à l'inspection des installations classées en précisant la solution retenue, et les délais rapprochés de mise en œuvre.

article 2 - Surveillance des rejets atmosphériques

En plus des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°95.A.03.IC du 12 janvier 1995, l'exploitant doit mettre en place la surveillance ci-après.

2.1. Rejet en zinc

L'exploitant doit mettre en place une surveillance de ses rejets atmosphériques sur les principaux points de rejets en zinc, afin de mieux caractériser l'impact de ses installations sur l'environnement.

Les points de rejets en zinc à surveiller sont au minimum :

- les points n°3 (ligne 4), n°36 et n°37 (ligne 1) correspondant aux cuves de dissolution du zinc,
- le point n°14 (ligne 15) correspondant à la dédacromatisation après le dévésiculeur.

Dans un premier temps, afin de confirmer les valeurs obtenues en octobre 2001, une mesure mensuelle sera réalisée pendant deux mois.

Si les flux nécessitant une surveillance journalière au vu de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 sont confirmés, à savoir si le flux est supérieur à 500 g/h, la fréquence sera journalière à compter du troisième mois.

Si le flux est inférieur à 500 g/h, à compter du troisième mois, la fréquence d'analyse restera mensuelle.

2.2. Rejet de composés organiques volatils

Concernant les composés organiques volatils, une évaluation globale des rejets par la méthode du bilan matière doit être faite suivant la méthode de calcul jointe en annexe.

Cette évaluation sera transmise à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois.

De plus, une surveillance mensuelle pendant deux mois des points de rejets suivants sera effectuée afin de vérifier le respect des valeurs limites de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 :

- Point n°15 (machine à dégraisser),
- Point n°25 (ligne 16, dégraisseur),
- Point n°30 (ligne 16, centrifugeuse),
- Point n°8 (ligne 15, extension zone évaporation).

article 3 -

L'ensemble des analyses précitées sera réalisé dans les conditions représentatives du fonctionnement des installations et selon les normes en vigueur.

Les analyses sont effectuées à compter de la notification du présent arrêté. Les résultats sont transmis mensuellement à l'inspection des installations classées dès réception.

article 4 - recours

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, risques service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris Cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Chalons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Chalons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux

article 5 - droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

article 6 - Ampliations

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à messieurs le sous-préfet de l'arrondissement de Reims, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur régional de l'environnement, le directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à monsieur le maire de TINCQUEUX qui en donnera communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à monsieur le directeur de la société JEAN ET CHAUMONT à TINCQUEUX.

Monsieur le Maire de TINCQUEUX procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté préfectoral pendant un mois.

Châlons en Champagne, le 9 décembre 2003

Pour le Préfet,
le Secrétaire Général

signé : Bernard Le Menn

Pour Ampliation
L'attaché chef de bureau

n

Eric Dhellemme

Annexe I - méthodes de mesure de référence

(article

Cette liste comprend les normes homologuées et expérimentales publiées à la date de parution du présent arrêté.

Pour les gaz : émissions des sources fixes

Débit	NF X 10112
O ₂	NF X 20377 à 379
Poussières	NF X 44052
CO	NF X 20361 et 363
SO ₂	NF X 43310-X 20351 à 355 et 357
HCl	NF X 43309 et NF T
Hydrocarbures totaux.....	NF X 43301
Odeurs	NF X 43101 à X 43104

Les références X20 sont des fascicules de documentation sans caractère normatif.

Pour les eaux :

pH	NF T 90008
Couleur	NF EN ISO 7887
Matières en suspension totale	NF T 90105
DBO ₅	NF T 90103
D.C.O.	NF T 90101
COT	NF T 90102
Azote global	somme de l'azote Kjeldal et de l'azote contenu dans les nitrates et nitrites
Azote Kjeldal	NF T 90110
N (NO ₂)	NF T 90013
N (NO ₃)	NF T 90012
N (NH ₄ ⁺)	NF T 90015
Phosphore	NF T 90023
Fluorures	NF T 90004
Fe	NF T 90017 et NF T 90112
Mn	NF T 90024 et NF T 90112
Al	ASTM 8.57.79
Zn	NF T 90112
Cu	NF T 90022 ET NF T 90112
Pb	NF T 90027 et NF T 90112
Cd	NF T 90112
Cr	NF T 90112
Ag	NF T 90112
Ni	NF T 90112
Se	NF T 90025
As	NF T 90026
CN (libres)	NF ISO 6703/2
Hydrocarbures totaux	NF T 90114 et NF T 90202 et 203 (raffineries de pétrole)
Indice phénols	NF T 90109 et NFT 90204 (raffineries de pétrole)
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	NF T 90115
Composés organiques halogénés absorbables sur charbon actif (AOX)	ISO9562